

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 195 - VENDREDI 22 NOVEMBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Maintenir le montant global des prélèvements obligatoires tout en faisant baisser «le coût du travail» et la dépense publique ?
Le gouvernement tient ses promesses... faites aux patrons !

AGENDA MILITANT

→ 26 novembre

France [Journée nationale de manifestations sur les retraites](#)

→ 26-27 novembre

Pau et Monein [Guerres Chimiques](#)

→ 27 novembre-3 décembre

Bobigny [Résonances, 13^e rencontres du cinéma citoyen](#)

→ 28-30 novembre

Gennevilliers [3^e rencontres d'histoire critique](#)

→ 30 novembre

Monde [Journée d'action contre le sida](#)

→ 1^{er} décembre

Paris [Contre l'injustice fiscale et sociale](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **AG des Communistes unitaires**
[Remarques sur la période actuelle,](#)

Roger Martelli

→ **Écologie**
[Alerte à la biodiversité](#)

Il est (presque) né le divin ENSEMBLE

Après plusieurs mois d'échanges, des organisations et des militants motivés s'appêtent à constituer, ces 23 et 24 novembre, une nouvelle composante du Front de gauche : ENSEMBLE. Les Alternatifs, Convergences & alternative, Gauche anticapitaliste, tout ou partie de Gauche unitaire et la Fédération pour une alternative sociale et écologique, qui regroupe elle-même déjà des collectifs locaux et des forces, telle l'Association des communistes unitaires, vont ainsi mutualiser leurs énergies. De quoi s'agit-il ?

La crise du capitalisme et l'effondrement de la légitimité du néolibéralisme appellent à proposer un changement de cap, un horizon postcapitaliste, à réorienter la construction européenne et à tourner le dos à l'impasse de la guerre des civilisations.

Dans tous les domaines - démocratiques, économiques, sociaux, écologiques -, nous sommes fondés à parler de transformation de la société et de révolution démocratique. Il est temps de refonder une gauche digne de ce nom, destinée à étendre les droits existants, à mettre en oeuvre des alternatives et à propulser des initiatives rompant avec les logiques de domination.

Pour réaliser ce que tant de promesses ont déçu, un changement fondamental concerne la conception de la politique. Il s'agit que l'appropriation de la politique par le plus grand nombre permette de modifier les rapports de force, de dépasser les séparations entre les luttes particulières. Il s'agit de subvertir la politique institutionnelle en donnant un nouveau sens à la participation aux élections - à commencer par celles des municipales de mars et des européennes de juin - et à l'exercice de mandats.

En fédérant nos énergies sans taire nos différences, nous nous donnons les moyens de contribuer à l'émergence d'une alternative politique et d'ouvrir le Front de gauche à l'implication de tous ceux qui le souhaitent. Conjurant les échecs passés et présents - celui du NPA, celui d'Europe écologie... -, ENSEMBLE a du pain sur la planche et vous invite à le partager.

● Gilles Alfonsi



Pour une construction citoyenne de la ville

Réfléchir à ce que des élus et la population - habitants, actifs sur le territoire - peuvent co-élaborer pour leur ville, agir ensemble pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées, c'est l'expérience entamée à Saint-Ouen. Explications par des Audoniens (1)



Finies les campagnes des municipales centrées sur d'interminables tractations entre partis politiques et laissant les citoyens au seul rôle de soutien, une fois les accords bouclés. Cette fois, les citoyens sont au centre d'une nouvelle démarche. Elle résulte de l'envie de citoyens d'être acteurs du devenir de leur ville et d'une stratégie du Front de gauche local en cohérence avec l'idée que la ville, pas plus que la société dans son ensemble, ne peut se faire sans les gens.

Les mobilisations qui se sont développées à Saint-Ouen face à certains problèmes n'y sont sans doute pas pour rien, notamment concernant l'école et les trafics de drogue. Les difficultés en la matière ne peuvent pas trouver de réponse par la seule action municipale. S'attaquer aux manifestations et aux causes de ces problèmes implique l'action de nombre d'autres acteurs tant publics que privés. Créer les rapports de force nécessaires à l'obtention de mesures et à la réalisation de politiques nouvelles, développer les prises de conscience et le travail permettant de faire évoluer les idées et les comportements est inenvisageable sans l'implication et l'intervention populaires.

Face à ces défis, un nouveau type de rapports a commencé à se développer entre citoyens et municipalité. La co-élabora-

tion et la co-mise en œuvre de politiques et d'actions en matière de prévention et de lutte contre les trafics, qu'évoque Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen, dans ce dossier, en sont certainement l'exemple le plus emblématique.

**La ville,
pas plus que la société
dans son ensemble,
ne peut se faire
sans les gens.**

La création de l'association Actifs et Solidaires pour Saint-Ouen (2) a créé un espace de travail entre Audoniens, déjà membres ou non d'autres organisations politiques, syndicales, associatives, ouvert en permanence à de nouveaux citoyens, afin d'élaborer un projet pour Saint-Ouen, le porter ensemble et le faire évoluer, dans la durée, dans et hors de l'institution municipale. Les solutions aux problèmes locaux n'étant pas du seul ressort de la Ville, l'intervention de l'association ne se limite pas à ce qui relève de la compétence communale.

Un "Manifeste pour Saint-Ouen" (3)

énonce les objectifs essentiels de l'association : solidarité contre individualisme, l'humain au-dessus de l'argent et non l'inverse, bonheur contre austérité, projet pour tous contre discriminations. Si les membres d'Actifs et Solidaires sont très divers, si différentes approches et idées existent au sein de l'association, celle-ci est basée sur des fondamentaux partagés. À partir de là, chacun peut la rejoindre et compte pour un.

Le projet pour Saint-Ouen est co-élaboré progressivement et la discussion sur la composition de la liste qui le portera - non pas seule mais avec tous les citoyens impliqués - viendra ensuite. En cohérence avec la démarche engagée, elle devrait comporter, aux côtés des représentants des organisations politiques, un nombre significatif de citoyens non membres de ces dernières. Toutefois, il s'agira de personnes non pas isolées mais qui s'inscrivent dans un mouvement collectif : une construction politique commençant bien avant les élections et destinée à perdurer bien après. Cette démarche d'appropriation de la politique par les citoyens modifiera tant le rôle des citoyens que celui des élus, dans le sens de la co-élaboration.

(1) Voir l'info sur "Tous ensemble" de Gap (05), dans un tout autre contexte, page 11

(2) Voir l'interview croisée des co-président-e-s page 4

(3) Voir page 7

Expérimenter pour et avec les Audonien-ne-s

Des politiques originales ont été mises en œuvre à Saint-Ouen, durant les dernières années, visant d'une part à faire de Saint-Ouen une ville pour toutes les catégories de population, à combattre les discriminations sociales, d'autre part à contribuer à favoriser l'implication des Audonien-ne-s dans la recherche de solutions aux problèmes rencontrés. Voici ce que dit de ces politiques originales Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen.

Je ne pourrai pas parler de tout ici, mais je vais en citer deux qui sont particulièrement emblématiques.

La première politique originale décidée et mise en œuvre par la mairie de Saint-Ouen est la lutte contre la spéculation immobilière par la maîtrise des prix du foncier. Cette politique vise à permettre à toutes les catégories de la population de pouvoir accéder au logement.

C'est dans ce domaine que l'originalité de la politique de Saint-Ouen est la plus marquée, car elle s'oppose à la loi du marché.

L'utilisation du droit de préemption dans la revente et la charte promoteur, qui contraint les prix au m² des constructions nouvelles, ont permis de freiner la hausse des prix de l'immobilier.

Normalement, le droit de préemption est utilisable pour une opération d'urbanisme dont l'utilité sociale est reconnue. Nous avons décidé d'utiliser le droit de préemption au service du droit au logement que nous considérons d'intérêt général. Alors qu'il y a des millions de mal logés et de SDF dans le pays, il faut permettre aux gens de se loger. ●●●

Jacqueline Rouillon est diplômée de psychologie clinique.

Elle est membre de l'Association des communistes unitaires, de la Fédération pour une alternative sociale et écologique et du Front de gauche, après avoir été au PCF de 1983 à 2009. Parti dont elle a exercé les responsabilités de membre du secrétariat fédéral de Seine-Saint-Denis et du Conseil national.

Maire de Saint-Ouen depuis 1999, et conseillère générale de Seine-Saint-Denis depuis 2004, elle a été promue Chevalier de la Légion d'honneur, en 2012, sur proposition de Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Elle a répondu positivement aux diverses sollicitations dont elle a fait l'objet concernant sa candidature, en annonçant devant 650 personnes, le 25 avril 2013, qu'elle acceptait d'être de nouveau tête de liste aux prochaines élections municipales.



De réunion de quartier en assemblée générale,...



...dans les échanges entre élu-e-s et Audonien-ne-s, la parole citoyenne et la ville solidaire se construisent...

●●● Le but de cette utilisation du droit de préemption n'est pas d'acheter mais d'être un outil de pression et de négociation avec les vendeurs afin d'éviter l'envolée des prix. Dans la très grande majorité des cas, cela fonctionne.

Cette politique permet aussi de continuer à produire des logements sociaux et de construire des équipements publics, car le prix des terrains n'est pas exorbitant comme il peut l'être à Paris et dans nombre de villes voisines de la capitale.

Outre le logement social, nous avons aussi développé l'accession à la propriété à des prix contenus pour permettre notamment à des professions intermé-

diaires et à des cadres de se loger également à Saint-Ouen.

La deuxième politique originale que nous avons récemment développée, c'est la co-élaboration de notre politique et d'actions en matière de lutte contre les trafics de stupéfiants en bas d'immeubles qui pourrissent la vie des habitants.

Nous menons des actions de reconquête de l'espace public, en réinvestissant les halls d'immeuble, avec des initiatives conviviales qui permettent aux habitants de se reparler, de se découvrir et de redévelopper une vie de quartier ou d'immeuble.

L'autre face de cette politique, c'est la création d'une université populaire sur les questions de prévention et de sécurité. 70 habitants issus des différents quartiers de la ville se sont réunis pour discuter des thèmes des ateliers de réflexion, puis nous avons invité des médecins, sociologues, juge, policiers à réfléchir avec les habitants, les services et les élus sur les causes et les mécanismes du développement des trafics et de la violence qui y est liée, ainsi que sur les moyens de les prévenir et de les faire régresser. Durant une demie-journée, 400 personnes ont planché sur la question. Depuis, le groupe de travail s'est de nouveau réuni pour discuter de la campagne de prévention.



Un outil pour favoriser l'investissement de la politique par les Audonien-ne-s

Entretien avec les co-président-e-s d'Actifs et Solidaires

Qu'est-ce qu'Actifs et Solidaires pour Saint-Ouen et quels en sont les objectifs ?

Malika Saïdi : L'objectif est de rassembler le plus largement possible des ci-

toyens pour élaborer ensemble un projet pour Saint-Ouen et le porter ensemble aux élections municipales et après ces élections.

Denis Vemcleefs : C'est une association

de citoyens qui vise à faire en sorte que la population et notamment les couches populaires s'emparent de la politique et participent aux choix concernant le devenir de leur ville. C'est le projet qui ●●●



... dans le plaisir aussi.

●●● est mis en premier et sa construction commune qui est l'élément moteur et fédérateur. Après les élections, l'association a vocation à faire perdurer l'implication citoyenne à travers de nouveaux rapports de co-élaboration entre citoyens et élus et avec l'apport des compétences professionnelles du personnel des services publics locaux.

Quand et comment est né Actifs et Solidaires ?

M.S. : Le point de départ de cette démarche a été l'idée que si on ne prenait pas notre vie en main, que si l'on ne décidait pas de nous emparer de la politique pour en décider nous-mêmes, elle ne correspondrait jamais à ce que nous voulions et à ce dont nous avions besoin.

D.V. : Cette idée, largement partagée dans le Front de gauche et par d'autres citoyens, a conduit à l'organisation d'une réunion commune, en décembre 2012, qui a abouti à la proposition de créer une association. Nous avons invité ceux qui le souhaitaient à participer à l'assemblée générale de création de l'association, en janvier 2013. Lors de cette réunion, nous avons choisi les thèmes prioritaires à traiter, choisi notre nom, adopté notre Manifeste et nos statuts et constitué un collectif d'animation ouvert, sur la base du volontariat.

Qui sont les adhérents d'Actifs et Solidaires ?

D.V. : Ce sont des personnes issues de tous les quartiers de Saint-Ouen. On y trouve aussi bien des militants politiques, associatifs, syndicaux que des citoyens qui s'organisent pour la première fois parce qu'ils ont envie de s'impliquer dans la vie de leur ville. Parmi les militants politiques, beaucoup sont au Front de gauche (PCF, FASE, PG, GU et citoyens non membres d'une de ces composantes), quelques-

**...prendre la parole,
compter, retrouver
de l'espoir dans la
possibilité de changer
réellement sa vie, la ville,
la société, en se donnant
de la force ensemble...**

uns sont membres du PS et du NPA, mais chacun y est à titre individuel. Par ailleurs, il y a une vraie diversité sociale, d'origines, sexuelle, générationnelle, avec toutefois un déficit de participation chez les plus jeunes. Les athées et croyants de diverses religions travaillent ensemble, y compris des personnes très impliquées sur ce plan comme une bonne-soeur catholique et une responsable d'une association musul-

mane. D'environ 100 adhérents, en janvier, nous sommes passés à 430 au moment où nous parlons et nous sommes sans cesse plus nombreux.

M.S. : On retrouve dans Actifs et Solidaires des gens très divers qui se retrouvent dans nos objectifs et notre démarche. Ils sont heureux de pouvoir prendre la parole, de compter, de retrouver de l'espoir dans la possibilité de changer réellement leur vie, la ville, la société, en se donnant de la force ensemble pour ne pas continuer à laisser une petite minorité décider à leur place.

Comment est organisé Actifs et Solidaires ?

D.V. : Il existe un bureau, mais il est purement administratif. C'est un collectif ouvert à toutes les bonnes volontés, qui anime la vie de l'association. Une fois par mois, nous organisons une assemblée générale sur un thème pour élaborer notre projet. Ces assemblées générales sont préparées par des réunions dans 6 quartiers de la ville.

M.S. : C'est ce qui s'est dit dans les réunions de quartier qui sert de base à la discussion en assemblée générale qui, selon les cas, peut se faire en partie en groupes, suivis de restitution en réunion plénière pour faciliter la prise de parole du plus grand nombre. Nous avons travaillé ou sommes en train de le faire sur : la ville pour tous, l'éducation, ●●●

●●● la prévention et la sécurité, l'emploi et la formation, etc.

Quelle est l'activité d'Actifs et Solidaires ?

M.S. : Il y a toutes les réunions pour élaborer le projet dont nous avons parlé, mais nous allons aussi vers les gens pour échanger avec eux et élargir notre rassemblement. Nos réunions de quartier sont précédées de distributions de tracts ou d'invitations, de points de rencontre ou de porte-à-porte et de contacts personnels pour inviter à y participer. Nous avons aussi tenu, en juin, une assemblée générale en plein air, sur une place, à côté de la mairie, avec un spectacle de la Cie Jolie Môme et un buffet. Nous faisons également signer des pétitions, des appels.

D.V. : Nos réunions débouchent parfois sur des décisions d'actions immédiates. Dans un quartier, cela s'est fait sur le problème de la propreté et du comportement des gens, un autre a pris l'initiative d'écrire une lettre ouverte aux clients des dealers qui a été reprise et diffusée, au-delà du quartier. Ailleurs, des initiatives sont prises pour réoccuper l'espace public et créer des occasions de rencontre, de la solidarité, là où les trafics génèrent de la peur et du repli sur soi. Les actions ne concernent pas seulement des questions locales, mais également des décisions politiques qui impactent la vie des gens. Par exemple, de nombreux militants d'Actifs et Solidaires ont fait signer des pétitions contre la réforme des retraites. (4)

Nous organisons également des rencontres d'appartement et des réunions pu-

bliques avec notre tête de liste, Jacqueline Rouillon.

Comment va être constituée la liste pour les élections municipales ?

D.V. : Les organisations politiques continueront à être représentées, mais nous voulons qu'un nombre significatif de citoyens n'en faisant pas partie puissent également être candidats et élus. Toutefois, si ce principe a été discuté, nous travaillons toujours sur le projet et n'avons pas encore ouvert la discussion sur les candidatures.

● Dossier établi par
Bruno Bessière



(4) Voir le blog de l'association : <https://actifsetsolidaires.wordpress.com/>

Portraits audoniens

Née à Marseille, **Malika Saïdi** vit depuis 40 ans à Saint-Ouen.

Son père, alors ouvrier agricole, avait fui l'Algérie pour échapper à son patron, un colon qui le surexploitait et lui imposait des contraintes insupportables.

Enfant à l'époque de la guerre d'Algérie, Malika lisait le journal à son père qui était analphabète. Elle en gardera un attachement aux études comme moyen d'accéder à l'autonomie et à l'émancipation.

Ayant échappé à l'orientation sexiste d'une directrice d'école qui avait tendance à envoyer les filles en couture, elle devient comptable.

Toute sa vie, elle s'est battue contre le sexisme et le racisme auxquels elle a régulièrement été confrontée, notamment dans son enfance. Elle s'est aussi beaucoup battue aux côtés des sans-papiers.

Son licenciement abusif du Prisunic de Saint-Ouen a fait l'objet d'une lutte de 3 ans, notamment avec la CGT, et d'une condamnation de son employeur aux Prud'hommes.

Elle est militante d'une association de quartier, Mosaïques, qui a pour but de créer des liens de solidarité et de partage entre les habitants.

Né en Seine-Saint-Denis, **Denis Vemcleefs** vit dans des cités populaires, travaille dès 16 ans comme agent d'entretien, avant de devenir animateur, puis directeur de centre de vacances et de loisirs.

Il fait du théâtre, obtient un bac littéraire et réussit le concours d'entrée à l'École normale. Instituteur, tout en suivant des études de théâtre à l'Université de Saint-Denis, il quitte l'Éducation nationale pour travailler dans la culture. Il est alors durant 8 ans directeur de l'Espace 1789 à Saint-Ouen.

Il s'intéresse à la politique sans être membre d'une organisation, jusqu'en 1983 où il adhère au PCF qu'il quittera en 1993.

De 2001 à 2008, il est maire-adjoint chargé des quartiers, de la citoyenneté et de la démocratie à Fosses. Le jumelage de la ville avec une commune du Burkina Faso lui fait découvrir les Lobis, peuple sans chef et où tout se décide au consensus entre les habitants, après palabres.

La constitution du Front de gauche lui donne envie de s'y impliquer.

S'étant attaché à Saint-Ouen d'abord par son travail, il décide de participer à sa vie citoyenne et d'y vivre.

Manifeste pour Saint-Ouen

Texte adopté lors de l'assemblée générale créatrice de l'association.

Parce que nous aimons Saint-Ouen !

Nous, citoyennes et citoyens audoniens, militants politiques, associatifs, syndicaux, forts de notre diversité et de notre engagement pour Saint-Ouen, affirmons aujourd'hui notre volonté de marier nos imaginations, nos expériences et nos énergies au service d'une ambition commune : construire un projet pour Saint-Ouen.

Dans un monde qui pousse chacun à l'individualisme et au repli sur soi, nous faisons le choix de la solidarité et du partage.

Dans un monde qui met l'argent au-dessus de tout, nous choisissons de mettre l'humain au cœur de notre projet.

Dans un monde qui stigmatise les gens en fonction de leurs origines sociales, culturelles ou ethniques nous combattons les discriminations et le racisme, nous construisons un projet pour tous.

C'est sur ce socle que nous accueillons toutes les bonnes vo-

lontés pour travailler ensemble au bien commun. Ce qui donne sens à notre vie c'est le bonheur des êtres humains, la possibilité de libérer nos forces créatrices et non la sempiternelle austérité de la résignation aux seules lois de l'économie.

L'association créée aujourd'hui, va définir des caps et veiller à leur traduction dans la vie réelle.

Nous décidons de l'appeler **ACTIFS ET SOLIDAIRES POUR SAINT-OUEN**

Elle est ouverte au plus grand nombre et chacun y compte pour un.

Nous nous engageons à y faire participer le maximum d'Audo-niennes et d'Audoniens dont nous savons l'attachement aux mêmes valeurs.

Nous écrivons l'avenir de Saint-Ouen en le dessinant ensemble.

Saint-Ouen, le 31 janvier 2013

La banane ou le ciment libéral

La banane, les insultes à Christiane Taubira, le retard, la faiblesse des réactions, les indignations sans grandeur qui ont déjà servi et peuvent resservir à toute occasion, à toute nouvelle saillie raciste semblent un brouillage supplémentaire à "dé-brouiller". Donc en urgence.

On dit que c'est un racisme décomplexé, que la parole nauséabonde s'est libérée. On redit, on martèle : "c'est un racisme de peau !" ... Mais, étrangement, les mots "noire" "nègre", "nègresse" sont absents des insultes, l'animal est convoqué pour insulter la Garde des Sceaux. Bon sang, ces gens-là auraient-ils retenu la leçon de Frantz Fanon qui posait dès 1952 : « *Le nègre n'est pas. Pas plus que le blanc* » ? (1)

Les coups infligés à Christiane Taubira ne visent ni la promotion de l'homme blanc, ni le maintien de son pouvoir sur l'homme noir. Ils interviennent alors que s'affirment çà et là des résistances à l'ordre capitaliste. La banane a pour fonction de colmater l'adhésion désespérée à cet ordre aussi souvent que nécessaire en lui fourguant la haine comme antidépresseur.

Vital pour l'ordre libéral, vital pour l'inégalité qui lui est consubstancielle. L'inégalité devenue "indépassable" a garanti la rédition des sociaux-démocrates. Elle se présente comme la modernité du monde. Fi alors de l'inégalité de l'homme blanc et de l'homme noir, dépassée, encombrante, inutile ! La modernité à son inégalité d'échelle planétaire qui lie la masse infinie des producteurs de richesses et la poignée infime des profiteurs de richesses. La globalisation du monde donne à voir cette colossale inégalité, difficilement perceptible aux siècles précédents et qui renvoyait le « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » aux brumes des utopies impossibles. Le monde globalisé rend cette injonction plus éloquente, plus palpable. L'ordre libéral du monde globalisé a donc

l'impérieuse nécessité d'évacuer l'inégalité des humains entre eux du champ de la réflexion pour l'installer dans l'ordre naturel des choses. En somme, d'aliéner les humains à une conception dégradée de l'espèce. Et puisqu'on ne saurait être au four et au moulin, c'est un coup les Arabes, un coup les Roms et un coup Christiane Taubira.

Pourquoi les coups pleuvent-ils sur Christiane Taubira ? Après tout *Minute*, *Le Figaro*, la petite fille de 12 ans et ses parents auraient pu s'acharner sur un autre représentant des "minorités visibles". Harlem Désir, par exemple ? Les coups ont frappé Christiane Taubira parce que cette femme est dangereuse. Non qu'une faille altère son adhésion à la politique libérale du PS, mais elle est devenue symbole du mariage pour tous, autrement dit de la bataille gagnée d'une France plus égale, où hommes et femmes jouissent d'être qui et comme ils sont. Les homosexuels se passent la bague au doigt légalement, et les citoyens ont gagné de l'extension d'égalité entre eux.

La bataille gagnée d'une France plus égale où hommes et femmes jouissent d'être qui et comme ils sont. Les citoyens ont gagné de l'extension d'égalité entre eux.

D'autres femmes dangereuses ont été frappées, avec l'acquiescement catastrophique de la quasi totalité des organisations progressistes, frappées d'interdit d'apparaître qui et comme elles sont dans l'espace public. Sale affaire du voile qu'on leur a faite : accès d'islamophobie ? En tout cas le symptôme d'une France et de sa gauche sans grand appétit pour accoucher le monde de sa nouveauté, pour trinquer à ses mixités irrémédiables, à l'inopérance grandissantes des stigmates ethniques, culturels, religieux. Quelle joie que le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses nous contraigne à repenser nos combats !

● Catherine Destom-Bottin



(1) *Peau noire, masques blancs*, Frantz Fanon, Ed. du Seuil.



Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... Où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, Cerises s'envole tous les quinze jours dans un pays européen. Aujourd'hui : l'Espagne.



El pueblo casi (1) unido

Un jeune collègue espagnol auprès de qui je ravisais ce slogan politique, El pueblo..., me suggéra cette formule : *Juntos, pero no revueltos* - Ensemble, mais pas mélangés. À son sens, elle résumait mieux la société espagnole contemporaine. Espagne, beau pays contradictoire ?

La monnaie unique, par exemple. Si 67 % des Espagnols restent favorables à l'euro, ils ne veulent pas être associés aux banquiers et aux hommes politiques qui l'ont promu et sont responsables, à leurs yeux, de la crise économique. Et nos amis d'au-delà les Pyrénées véhiculent leur colère contre les mesures d'austérité par des messages politiques, parfois très crus, qu'ils écrivent sur des billets de banque courant de poche en poche. « *No a los recortes* » (Stop aux coupes) sur ceux de 5 €. « Les politiciens et les banquiers sont une honte pour la nation », « *Los políticos et los banquiers son una honte para la nation* » sur d'autres.

Quant à retourner à la *peseta*... Les Espagnols préfèrent « *un démon connu à l'inconnu* », selon l'expression de Bruce Stokes, directeur des études du *Pew Research Center*, qui souligne dans le même temps, le jugement de plus en plus négatif des Espagnols sur l'intégration économique et leur refus croissant du pouvoir de Bruxelles.

Espagne, pays des contradictions ? Pas sûr. Contribuant à un chômage record (plus de 25 %) (2) et des plans de rigueur draconiens, la crise engendre une défiance sans précédent (71,6 %) à l'égard des institutions européennes (3). Si l'appartenance à l'UE est encore estimée "positive" par les Espagnols (41,7 %), une proportion identique la considère "négative" ou "ni bonne ni mauvaise". « *L'appui à l'appartenance à l'Union européenne a perdu son hégémonie traditionnelle* », conclut la radio *Cadena Ser*.

Espagne, pays double ? Peut-être. Mais après des années de soumission à la dictature de Franco, sans mai 68 à la clé, comment ne pas comprendre que l'Espagne catholique ait été l'un des premiers pays européens à ouvrir le mariage aux homosexuel-le-s. L'avortement ? Autorisé en 1985, et aujourd'hui remis en cause par des conservateurs, l'extrême-droite catholique et l'*Opus Dei*, il reste plébiscité par la société espagnole, y compris chez des pratiquants.

Espagne, terre des contraires ? Parfois. Un des paradoxes est ici la cohabitation, jusque-là consentie, entre financiers et rentiers d'une part, classes populaires d'autre part. Ces dernières sont en très grande majorité propriétaires de leur logement ou de leur maison. Ces biens, acquis depuis plusieurs décennies, ont

constitué un investissement rassurant pour l'avenir, face aux politiques indigentes de protection sociale, franquistes et postfranquistes. L'Espagne a été une terre pour le capitalisme immobilier, qui a joué un rôle crucial dans la financiarisation de l'économie, parallèle à un déclin de l'économie réelle, productrice de richesses et dans laquelle le travail occupait une place de choix. L'accès au travail qualifié s'est consécutivement dégradé à grande vitesse, les emplois se sont concentrés dans le tourisme de masse, la construction, l'automobile (Renault à Valladolid, Ford à Valence), tandis que de nombreuses productions ont été éclatées ou externalisées. Les énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque) ont été développées, mais au bénéfice des plus profiteurs. Pour colmater les fissures et maintenir une certaine cohésion sociale, les entreprises publiques les plus rentables ont été privatisées (Repsol, Endesa, Telefónica, Banco Hipotecario...) afin de financer partiellement les aides sociales durant quelques années.

Aujourd'hui, le système craque et le carburant du *Spanish dream*, maison plus voiture, manque. Deux tiers des Espagnols amputent désormais leurs économies pour couvrir leurs dépenses, un quart se sont endettés auprès de parents ou d'amis. La baisse de la fréquentation des bars et restaurants, ●●●

(1) Casi : presque

(2) 40 % chez les 18-29 ans

(3) sondage (sept. 2013) réalisé pour *Cadena Ser* auprès d'un échantillon de 1 100 Espagnols



Izquierda Unida (IU - Gauche unie) regroupe actuellement le Parti communiste espagnol, Les Verts, des socialistes, des groupes de gauche et des républicains. Après des résultats calamiteux aux européennes de 2009, *IU* a entamé un processus de création d'une « *force politique, anticapitaliste, de transformation et républicaine.* » Une assemblée constituante a lancé en 2010 la « refondation » de la coalition, avec la participation d'organisations politiques (Initiative pour la Catalogne - Les Verts), de syndicats - Commissions ouvrières (CCOO), Union générale des travailleurs (UGT), d'associations de quartier et de défense des droits. Aux élections générales de 2011, *IU* a remporté 6,9 % des voix, doublant son score de 2008.

●●● le renoncement au cinéma, au théâtre, aux concerts, la suppression de voyages, la réduction de l'usage de la voiture, l'abandon des visites chez le dentiste... deviennent monnaie courante.

En face, il y a la corruption économique et politique. En 2009, la Justice a mis au jour l'immense scandale Gürtel : 70 personnes (dont 17 du Parti populaire (4)) ont perçu un total de 5,5 millions € de la part d'entreprises écran, Orange-Market, Special Event. À Valence, à Madrid, en Galice, les conservateurs confiaient en effet l'organisation de meetings et offraient des marchés publics à ces sociétés. En échange, leur patron, un certain Don Vito, récompensait les « obligés » avec argent, voitures,

montres de luxe, costumes de marque, prostituées.

Quant à l'affaire Bankia, banque espagnole née en 2010 de la fusion de sept caisses d'épargne, mise en Bourse en 2011, ses dirigeants sont soupçonnés d'escroquerie, détournement de fonds et falsification des comptes. En fait de vilain canard, Bankia est une banque minée par les actifs toxiques hérités de la spéculation immobilière, comme la plupart des caisses d'épargne ayant grossi sans contrôle des risques durant le boom de la construction. Bankia propose aujourd'hui aux particuliers, dont elle a fait disparaître les économies en les transformant en actions ayant perdu 90 % de leur valeur, des prêts pour payer sa propre dette. Le comble.

Une écrasante majorité d'Espagnols (plus de 82 %) n'a plus confiance dans le gouvernement. Ce discrédit des instances « dirigeantes », nationales et européennes, transcende les barrières idéologiques. Il est commun aux électeurs conservateurs (*PP*), socialistes (*PSOE*), écolo-communistes (Gauche Unie – *IU*) et néo-centristes (*UPyD*). Si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui,



Manifestation de mineurs à Langreo au Nord de l'Espagne, 2012.

le Parti populaire dégringolerait à 31,1 % des voix (44,6 % en 2011). Les socialistes, avec 24,8 %, perdraient 4 points. Centristes, écolo-communistes de Gauche unie et vote blanc seraient en nette progression. Selon *El País*, la Gauche unie serait à 14,3 %.

Plus forte mobilisation politique depuis les années Franco, Les Indignés, « *mouvement citoyen sans chef ni parti* », ont marqué le paysage des dernières années. Fabien Benoit et Julien Malassigné ont filmé cette Espagne-là. En 25 vidéos et 3 heures de film (Société de production des Apaches) (5), c'est le peuple qu'ils racontent. Celui qui, meurtri, résiste.

Quelle coopération des Indignés avec la Gauche Unie ? C'est une question.

Il nous arrive parfois d'Espagne une musique de jasmin, dirait un poète. Le jour viendra-t-il que le peuple gagne ?



● **Philippe Stierlin**

(4) *PP* (droite - au gouvernement)

(5) <http://www.mediapart.fr/documentaire/international/en-espagne-du-miracle-la-misere>

Espagne – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 54,2 %

PPE Parti populaire européen (droite)	S & D Socialistes et Démocrates	ADLE Démocrates et Libéraux	Verts ALE	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique	Non inscrits
Parti populaire (PP) 42,7 %	Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) 38 %	Coalition pour l'Europe & Parti Nationaliste Basque 5,1 %	Europe des peuples Verts Gauche républicaine de Catalogne 2,5 %	Izquierda Unida (IU) 3,7 %	Union, progrès et démocratie (UPyD) 2,9 %

Démocratiser la démocratie



2013, 190 p., 16 €
Editions Max Milo

Ce nouveau livre de Paul Ariès se présente comme une contribution aux élections municipales de mars 2014. Le rédacteur en chef du mensuel *Les Z'indigné(e)s* y développe la proposition de « faire de la commune et de l'intercommunalité des lieux privilégiés d'appropriation populaire et citoyenne », tout en portant la nécessité d'une refondation globale des institutions. Au cœur de l'ouvrage, la volonté de remettre au goût du jour le « bonheur de faire de la politique », seul moyen de « sauver la démocratie ».

Comment faire ? Paul Ariès pointe la tentation, à partir de la critique - pertinente - de la délégation de pouvoir, de « renoncer à lutter à l'intérieur du système, pour commencer à remettre en cause la professionnalisation de la politique ». Il estime nécessaire de « retrouver la force de l'instituant face à l'institué ». Après avoir analysé la critique de droite puis la critique de gauche de la démocratie, soulignant qu'elles peuvent parfois se rejoindre dans le mépris du peuple, il souligne la nécessité de la représentation (moins confortable que la "rebellitude"). Mais cette nécessité doit s'exprimer contre la démocratie politique et le système représentatif actuels, car ils confisquent le pouvoir alors que « nous ne pourrions régler la question démocratique qu'en généralisant le pouvoir ». La réhabilitation de la représentation et du pouvoir appelle ainsi une transformation de l'action politique et l'émergence de « partis de type nouveau » : « des partis anti-machine », écrit l'auteur, « lieux de libre circulation de la parole qui facilitent les expérimentations, qui cultivent l'amitié ».

Écrit dans un style aussi accessible et percutant que ses autres ouvrages, *Nos rêves ne tiennent pas dans les urnes* est une contribution stimulante pour ne jamais « séparer les exigences de démocratie et celle d'émancipation ».

● Gilles Alfonsi

Paul Ariès participera samedi 30 novembre à la séance matinale du séminaire Communisme consacrée à la gratuité. Des exemplaires du livre seront en vente. Lire en page 12.

● **La victoire des "bonnets verts" ?** Expression de l'euro-députée d'EELV, à Morlaix, le 16 novembre, après que les écologistes bretons aient massivement désavoué la motion de la majorité sortante. *Politis*, cette semaine, en fait le titre de l'un de ses articles, tout en soulignant par ailleurs l'incertitude des résultats du congrès national du 30 novembre. Les soubresauts, émiettements et essoufflement de la formation écologiste ne peuvent que s'accroître quand ses ministres parlementaires calent devant les incitations du PS à serrer les rangs de la majorité, s'abs-tiennent à l'Assemblée nationale sur la contre-réforme des retraites, ou, à 3 exceptions près, votent le budget 2014. Amis écolos, encore un effort !



● **Une expérience alternative.** L'association Cap à gauche mène activement une démarche citoyenne dans le cadre des prochaines municipales : Tous capables. Cette initiative s'inscrit dans les fondamentaux et les pratiques de longue date de

l'association, membre de la FASE. 15 rencontres en sept mois ont permis d'aborder une vingtaine de thèmes susceptibles de s'inscrire dans un "Projet pour Gap". Plus d'une centaine de personnes y ont participé et ont apporté leurs connaissances, leurs compétences et leurs propositions. Nouvelle étape : l'assemblée citoyenne du 23 novembre pour aller plus loin.

● **Capitalisme, par ici la sortie !** Sous ce titre, dans le cadre du cycle "Pour un communisme de nouvelle génération", est organisée à Montluçon, le 28 novembre, une nouvelle séance de discussion avec Y. Quiniou et J. Lojkin. « Faire pièce à cette hégémonie intellectuelle que le capitalisme tend à nous imposer et qui ambitionne de ruiner toute espérance dans un changement de société est une tâche incontournable et urgente », écrivent les organisateurs qui ont aussi prévu un cours de philo en amont de la soirée, intitulé "La morale débouche-t-elle sur la politique ?". Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Communisme/ Débat général".

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XX^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février 2013 autour de la question : "Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?"

Il s'est poursuivi le 30 mars, le 1^{er} juin et le 12 octobre autour de ces thèmes :

- ◆ "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"
- ◆ "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?"
- ◆ "Angles morts et leçons du communisme"
- ◆ "Combat anthropologique"
- ◆ "Qu'est-ce que le travail"
- ◆ "Droit de suite sur l'État".

Les deux séances programmées le samedi 30 novembre permettront d'aborder de nouveaux thèmes.

Par ailleurs, d'autres sujets sont identifiés :

- ◆ "Déjà-là du communisme, dépassement, révolution, utopie", incluant le débat "socialisme ou communisme ?"
- ◆ "Individu, sujet, collectif, rapports sociaux ?",
- ◆ "Désir d'agir ? Avec qui et comment ?"

Parmi les sujets à approfondir, citons : *Qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui ? Quelle appropriation sociale et comment ? La question nationale et raciale. Les nouveaux champs à investir par le communisme (Communisme 2.0, consommation...) Que faire des pensées de Foucault, Bourdieu, Guattari ? etc.*

L'actu du séminaire est ici :

www.comunistesunitaires.net

2 séances et du théâtre le samedi 30 novembre 2013

de 9 h 45 à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 2) ou Charonne (ligne 9)

10 h

Séance : "La gratuité est-elle un leurre (comme le disent les libéraux) ou peut-elle, et à quelles conditions, être un projet contribuant à l'émancipation ?"

Introductions : **Paul Ariès**, directeur du mensuel *les Z'indigné(e)s*, et **Bernard Calabuig**, animateur de l'Association des communistes unitaires.

12 h 45

Buffet

Déjeuner sur place, sur inscription

Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : oside1@orange.fr ou un texto : 06 89 16 94 77 (sans oublier de mentionner votre nom) - Participation : 10 € à régler sur place

13 h 45

Théâtre : Victoire, la fille du soldat inconnu

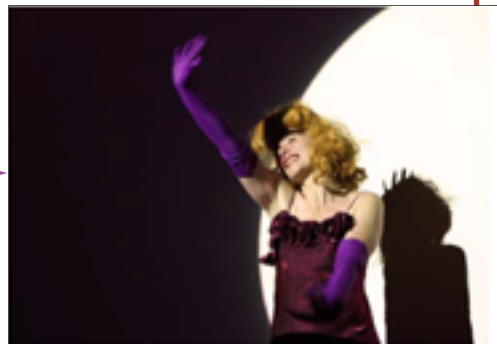
La joyeuse France de l'entre-deux-guerres, patriarcale, coloniale et sexiste !

comédie musicale et historique de et par : **Sylvie Gravagna**

15 h 15

Séance : "Comment l'écologie peut-elle être pleinement intégrée au combat pour l'émancipation ?"

Introductions : **François Longéras**, militant écologiste, secrétaire national du PG, co-animateur du Front de gauche de l'économie sociale et solidaire et **Stéphane Lavignotte**, militant écologiste et pasteur à la Maison verte (Paris 18^e).



Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site www.comunistesunitaires.net et dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr